

Office Central des Stupéfiants - Police Nationale : Poser les jalons d'une bonne collaboration

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 30 SEPTEMBRE 2021

944

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Forum des humanités africaines

Les scientifiques en conclave !



Culture : La situation sociale de l'écrivain



Renforcement de capacité : Cadres et photographes de la DIRPA à l'école de l'EUTM



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

29 Sept.
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1142

Nouveaux cas confirmés

11

Nouveaux guéris

11

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

21 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
07 cas graves en soins intensifs
94 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

15 194

Guéris

14 296

Décès

548

dont 319 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.17



P.21



/ Une /

Forum des humanités africaines : Les scientifiques en conclave !

P.4

/ Brèves /

Le « cerveau » du génocide rwandais : Théoneste Bagosora mort au Mali

P.10

COVID-19 et vaccination : Les dangers de mélanger les vaccins

P.10

COVID-19 et prise en charge : Bamako ou l'impasse

P.11

Mali : Le Premier ministre Choguel Maïga accueilli triomphalement à son retour de New York

P.11

Mali : Cinq gendarmes tués dans une attaque jihadistes à l'ouest du pays

P.11

/ Actualité /

Office Central des Stupéfiants - Police Nationale : Poser les jalons d'une bonne collaboration

P.13

Renforcement de capacité : Cadres et photographes de la DIRPA à l'école de l'EUTM

P.14

MEADD : Bientôt un nouveau visage pour l'Avenue du Mali

P.15

Santé de la reproduction : Accès des femmes et des filles aux soins d'avortement sécurisé de qualité

P.16

Lutte contre la corruption : Il faut absolument rendre gorge aux délinquants !

P.17

Lutte antiterroriste dans le Sahel : Paris appelle la junte malienne à "clarifier" ses engagements politiques antiterroristes"

P.18

/ Politique /

Pour la réussite de la transition : Le MRD plaide pour un sursaut patriotique

P.19

76ème Assemblée Générale des Nations Unies : Abdoulaye Diop respecte la tradition

P.20

Mohamed Ag Assory, analyste politique : « En toute objectivité, on peut dire que cette transition sera prolongée »

P.21

/ Culture & société /

Culture : La situation sociale de l'écrivain

P.24

Prévention et résolution des conflits : L'écrivain Yaya Elie Bamba propose les recettes des kôrèdugaw

P.25

/ International /

Russie : 852 décès dus au Covid-19 en 24 heures, un triste record

P.26

Guinée : Le Président de la Transition Mamady Doumbouya s'est rendu au Stade du 28-Septembre

P.27

/ Sport /

Ligue des champions : Gueye, Haller, Mané et Salah buteurs

P.28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Forum des humanités africaines

Les scientifiques en conclave !

Le Ministre de la Défense et des Anciens combattants, le Colonel Sadio Camara, représentant le Président de la Transition, Chef de l'État, a présidé, le 28 septembre 2021, la cérémonie de la première édition du forum des Humanités Africaines (FHA). Cette cérémonie a enregistré la présence des représentants du Maire de la Commune II, de la MINUSMA, de l'UNESCO, des anciens ministres, des enseignants chercheurs ainsi que des invités de marques des pays membres du FHA.

Durant 3 jours, les participants auront droit à une série de panels. Comme toute activité scientifique, les communications seront faites sur un thème central : « Langues et cultures africaines, socles des humanités africaines ». La présente édition du Forum des Humanités Africaines qui se tiendra du mardi 28 au jeudi 30 septembre 2021 a pour objectif principal est de refonder les humanités en Afrique, dans la diaspora et partout dans le monde. Cette première édition a regroupé environ soixante-dix (70) participants composés d'éminents chercheurs et universitaires venant de cinq régions d'Afrique, de sa diaspora Européenne, en Amériques, ainsi que des partenaires comme l'UNESCO ; le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA). L'Académie Africaine des Langues (ACALAN).



Le Conseil International de la Philosophie et des Sciences Humaines (CISPH). L'Observatoire des Politiques Culturelles en Afrique

(OCPA) ainsi que Trust Africa, pour la globalisation et la mutualisation des savoirs africains résultant à la refondation de l'homme

africain.

A l'entame de cette activité scientifique, le ministre de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Amadou Keita, n'a pas manqué de souligner son satisfecit pour l'organisation de la première édition du FHA au Mali. Fier et honoré, il a vivement félicité les initiateurs, au premier rang duquel, l'UNESCO et CODERSRIA qui ont concouru, aux côtés du gouvernement du Mali, à la mise en œuvre de cet événement. « **Le présent Forum est d'une grande utilité au moment où l'Afrique a besoin de se ressaisir sur divers chantiers de son développement. Ce forum est la suite logique de plusieurs autres rencontres du même nature dont la Conférence Africaine des Humanités (CAH) tenue à Bamako le 28 juillet 2017, en prélude à la Conférence Mondiale des Humanités (CMH) qui s'est tenue à Liège (Belgique) du 6 au 12 août 2017. Le FHA est une occasion de se ressourcer pour la réhabilitation des valeurs sociétales. Tout en affirmant que la réappropriation de nos valeurs est une condition indispensable pour nous connaître davantage, connaître notre authenticité vertueuse en**

vue de défendre et de sauvegarder nos intérêts », a-t-il surligné.

Le représentant du Président de la Transition, le Ministre Sadio Camara a évoqué que c'est un réel plaisir pour lui de prendre la parole. A ses dires, les défis sont nombreux et divers et méritent d'être relevés à travers l'engagement sans faille de tous. « Le choix du Mali pour cet événement si important témoigne qu'il est, débout et occupe d'ores et déjà sa place dans le concert des nations. Le projet de la politique nationale de la science et de l'innovation constitue un exemple pour l'engagement de l'État du Mali pour les humanités en Afrique. Les humanités sont indispensables dans l'émergence et le développement de l'Afrique.

A cet effet, il convient les participants à plus de réflexion, de prospections et de propositions pour le bon futur de l'Afrique conformément au thème retenu pour cette première édition. Elles contribueront sans nul doute, à la décision politique du Mali », a conclu, le ministre Sadio Camara avant de déclarer ouverts les travaux de cette première édition à Bamako qui aboutiront sans nul doute à des conclusions pertinentes.

Le décor étant ainsi planté, le forum a commencé pour aboutir à des ébauches de solutions face aux défis qui assaillent notre société.

■ Ibrahim Sanogo







PRIMATURE

MESSAGE DE REMERCIEMENT

«J'ai été mis en mission en votre nom par le Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Colonel Assimi GOÏTA. J'ai porté cette voix. La vôtre, et celle Mali qui entend désormais prendre en main son destin matière de défense et sécurité. J'ai rendu compte de vos attentes et préoccupations, de vos angoisses et vos espoirs... Merci pour l'accueil que vous avez réservé à votre fidèle messenger ». Ensemble pour le Mali-koura »

*Dr Choguel Kokollé Maïga
Premier ministre, Chef du gouvernement*

■ Fouraba Samake



Fouraba Samake est avec Fouraba Samake et Yeah Samake qui ne se courbe que devant le peuple malien et non des individus ! Diriger c'est servir



■ Daouda Bakary Kone



Florence est très très très petite pour menacer le Mali et son peuple. Une petite personnalité! Allons-y jusqu'au bout, ne reculons même pas une seconde! La terre du Mali a existé avant la naissance de Florence Parly!

■ RFI Afrique



La frontière entre la Guinée et le Sénégal était fermée depuis l'an dernier, sur décision de l'ex-chef d'État Alpha Condé, qui invoquait des raisons de sécurité intérieure. Cette décision avait mis à mal les activités économiques entre les deux pays.

Un échange très vif par discours interposés entre les ministères des Affaires étrangères de l'Algérie et du Maroc sur la question du Sahara occidental a eu lieu, lundi 27 septembre 2021, à l'Assemblée générale des Nations unies.



■ Jeune Afrique



La veuve de l'ancien homme fort du Zaïre vit avec une partie de ses enfants et petits-enfants dans la capitale chérifienne depuis 1997. Rencontre exclusive avec une famille très discrète.



■ Fousseyni Maiga



Fousseyni Maiga est avec Kebe Yacouba. Dans la série FANGA, nous valorisons le Bogolan. Ce choix pour soutenir la styliste Marietou Mariette Dicko dans son combat de promotion des étoffes du Mali et faire un plaidoyer auprès des autorités du pays pour que le Bogolan soit utilisé comme tenue militaire. Cela va créer de la valeur et de la richesse au profit de nos artisans locaux. Rendez-vous en octobre pour les premiers épisodes de la série FANGA.



■ YBC-Communication



#YBC / SOUMANO

L'attaché de défense de l'ambassade de Chine au Mali reçu par le ministre de la sécurité et de la protection civile

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel-Major Daoud Aly MOHAMMEDINE a reçu, cet après-midi, en audience l'At-

taché de Défense de l'Ambassade de Chine au Mali, le Colonel-Major de Défense ZHAO YUNFEL.

Ce dernier, qui s'est dit très touché par la diligence avec laquelle il a été reçu par le Ministre, n'a pas caché son enthousiasme de renforcer davantage la coopération Cino-malienne en matière de sécurité.

Il a fait une analyse comparative de sa mission précédente en Indonésie et celle présente du Mali, pour dire qu'il existe bel et bien un cadre de formation et des opportunités de bourses au profit des forces de Sécurité maliennes.

Également l'Attaché de Défense de l'Ambassade de Chine au Mali a réitéré la volonté de son pays à équiper les forces de Sécurité maliennes dans le cadre d'une coopération mutuellement avantageuse. En retour, le Colonel-Major Daoud Aly MOHAMMEDINE s'est dit très ravi de cette visite de l'Attaché d'un pays ami du Mali dont la qualité, l'efficacité et la rigueur qui caractérisent ses différentes formations sont sans équivoque.

Il s'est dit impressionné par la démarche inhabituelle d'un Attaché de Défense intéressé par les questions de sécurité intérieure. « Si nous avons aujourd'hui un Attaché de Défense qui voudrait ouvrir la coopération en faveur des forces de sécurité ça sera inédit et votre action sera inscrite dans l'histoire » a dit le Ministre.

La formation des cadres dans la lutte contre le terrorisme, le trafic en tous genres, la criminalité, les catastrophes, les crises, les incendies ont été évoqués au cours de cette rencontre.

Le Ministre pour terminer a sollicité plus de formations et d'équipements pour les forces de sécurité maliennes eu égard l'expertise chinoise avérée. Toutes choses qui ont vivement agréé l'hôte du jour.
Source: Malijet



■ Master Ti



Attaque terroriste sur la RN 1.

Ce mardi 28 septembre 2021 vers 08 h 30, une attaque terroriste a visé un convoi d'une entreprise minière sécurisé par des FAMa entre Sebabougou et Kwala à 188 km environ de Bamako. Le bilan est de 05 morts, 04 blessés et 11 portes chars brûlés.



■ Radio Guintan



Affaire des équipements militaires: les arrestations continuent

les Colonels Abdoul Wahab TOURÉ et Mohamed Lamine DIAKITÉ, le Commandant Adama Kaba, le Lieutenant Tio KONATÉ, le Contrôleur Financier Mme SANGHO Fatoumata BOCOUM: tous placés sous mandat de dépôt dans le cadre d'un marché d'acquisition d'équipements militaires au compte du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants.

Radio Guintan
23 h · 🌐

Région de Ségou: les donzos continuent de rendre les armes. Dans la région de Ségou la milice Dozo continue à remettre ses armes aux combattants du #JNIM (جماعة نصرة الإسلام والمسلمين, Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn,) Al Qaïda.

Ils ont été assiégés pendant plusieurs semaines et ne parviennent plus à exercer leurs activités économiques, ces facteurs ont contraint les villageois à déposer les armes.

C'est le succès de la campagne mafieuse "argent ou plomb" du JNIM., qui progresse sans relâche dans les territoires de l'intérieur du Mali.

👍👎 40

7 commentaires 4 partages

Gouvernement du Mali



La ministre de l'Éducation Nationale a accordé ce mardi, une audience à l'Ambassadeur de Turquie au Mali. Murat M ONART était accompagné de son Conseiller à l'éducation. Les échanges ont surtout porté sur la coopération dans le domaine de l'éducation. Il a été question du renforcement des liens à travers la facilitation des documents administratifs, le jumelage entre écoles maliennes et turques, la formation des enseignants, l'apprentissage de la langue turque comme langue vivante dans les lycées entre autres. La ministre a salué la démarche qui vise à surmonter la barrière de la langue avant d'ajouter que toute langue qu'on apprend, apporte quelque chose. Elle s'inscrit dans cette dynamique qui contribuera sans doute à encourager les échanges.

Il convient que la Turquie est déjà présente dans le système éducatif malien à travers les "écoles Maarif". La coopération entre Bamako et Ankara s'est beaucoup améliorée avec la visite en mars 2018 au Mali du Président Recep Tayip Erdogan. Le diplomate Turc s'est réjoui de l'accueil qui a pris fin sur une note d'optimisme, après une quarantaine de minutes d'échanges et de partage.

CELLULE DE COM MEN.



Aujourd'hui 28 Septembre 2021, lors de la rencontre avec l'alliance des leaders Religieux Musulmans, Chrétiens et Coutumiers à Bamako à l'hôtel Sheraton, son Excellence Monsieur le ministre de la Réconciliation le Colonel Major Ismael WAGUE a mis en exergue l'importance de la Cohésion Sociale, les bénéfices incommensurables de la paix dans un environnement saint et apaisé.

Ainsi tout citoyen peu vivre et pratiquer sa foi dans le respect de son prochain. Il a souligné les défis liés au changement climatiques auxquels nos populations doivent être sensibilisées.

Pour ce faire, le ministre a invité les acteurs et leaders des différentes alliances à élaborer un document de plaidoyer de sensibilisation. Ce document servira de base à la mise en œuvre concrète des différents points cruciaux précédemment soulignés.



Drissa Arama YELEMA



Drissa Arama YELEMA : "MOUSSA MARA PRÉSIDENT DU MALI EN 2022"

La cérémonie de lancement a été à la hauteur de toutes les attentes. Les lauréats ont répondu présents à l'exception de certains qui se sont faits représenter.

C'est dans une ambiance conviviale que la cérémonie tant attendue s'est déroulée ce samedi 25 septembre à l'hôtel Radisson Blu. Au-delà du lancement de la 2ème édition du Magazine à la Découverte des Leaders «MADLEAD», cette cérémonie visait essentiellement à rendre hommage aux leaders lauréats pour leur contribution et de leur travail continu pour la communauté.

L'évènement a été également une opportunité de réunir des hommes et femmes de valeur qui excellent dans les domaines variés et diversifiés mais qui n'ont pas forcément l'occasion de se retrouver dans un même cadre, dans un même environnement afin de partager leur expérience et consolider leur qualité managériale.

L'équipe de MADLEAD renouvelle ses sincères remerciements à M. Ibrahim Simpara, Directeur National des Domaines, pour avoir accepté le parrainage de cette deuxième édition.

Elle remercie également les différents sponsors et partenaires.

A travers cette initiative, l'équipe de MADLEAD espère trois objectifs à savoir :

- promouvoir et encourager le leadership dans tous les domaines
- contribuer à la motivation de la jeunesse pour son développement

personnel ; et
- contribuer à doter la nation d'une référence documentaire en ressources humaines.
Vivement la 3ème édition.



■ Bina Sogoba



L'armée Malienne a arrêté l'organisateur des attaques sur la route de Kayes. Vive mon armée



■ Larmes des pauvres



#Mali -- #Ségou le #JNIM continue de désarmer la milice dozo de #Niono et de #Macina en douce.

■ Abdoul MBAYE



Psg- Manchester CITY. Quel match !!! était au four et au moulin, il a tout donné. Il s'est distingué sur une pelouse où se bouscuaient les plus grandes stars du football mondial. Décisif, il termine homme du match. Bravo Gana GUEYE!

■ Serge Daniel



Moustapha Chafi Liman nommé Conseiller Spécial du Président du Niger Mohamed Bazoum. Chafi, c'est un solide carnet d'adresses. Ex missus dominicus de l'ancien Président du Burkina Blaise Compaoré, il a négocié et obtenu la libération de plusieurs otages européens dans le Sahel



■ Wassim Nasr



#RDC #Congo bombardement d'un village de l'#Ituri au mortier, le jihadiste termine par le slogan de l'#EI « Dawlat al-Islam baqiya » l'État de l'Islam se maintiendra ou restera, qui trouve son origine en #Irak

#Burkina #Sahel #Soum:
Au moins 5 soldats ont été tués et 1 blessé ce 29.09.2021 sur l'axe #Djibo-#Gaskindé à hauteur de #Mentao, lors d'un incident à l'engin explosif #EEI contre un véhicule de ravitaillement du détachement militaire de #Gaskindé.

Mali : Le Premier ministre Choguel Maïga accueilli triomphalement à son retour de New York



De retour de New York, où il participait à l'Assemblée générale de l'ONU, le Premier ministre de Transition, Choguel Maïga, a été accueilli par des centaines de personnes à l'Aéroport de Bamako.

La population est venue en nombre afficher son soutien au discours prononcé par le Premier ministre malien lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. Choguel Maïga y dénonçait « l'abandon en plein vol de la France » concernant la reconfiguration de la Force Barkhane pour justifier les pourparlers du pays avec l'entreprise Russe Wagner. Le Premier ministre a ainsi reçu un accueil triomphal. C'est au son des vuvuzelas et des klaxons de motos que le convoi de Choguel Maïga a traversé une foule compacte. « Tout le peuple malien, aujourd'hui est ravi cet après midi. Nous nous réjouissons que notre problème réel soit étalé et qu'ensemble les gens puissent penser, réfléchir pour que le Mali sorte de cette situation », lance un homme venu accueillir le Premier ministre.

Un soutien populaire pour une démonstration politique. Des minibus collectifs étaient stationnés sur le bas coté des routes. Sur de larges banderoles, on pouvait lire des slogans tels que « le Mali s'assume », « Courage à la transition » ou « Le peuple vous accompagne ».

Lors de son séjour, le Premier ministre a évoqué pour la première fois publiquement la possibilité de prolonger la durée de la transition. Sans citer l'entreprise russe Wagner, il a justifié des pourparlers avec de nouveaux partenaires militaires pour faire face à « l'abandon en plein vol » de la France qui vise à redimensionner l'opération Barkhane. « Nous avons donc tenu à signifier la volonté du peuple malien d'exercer sa liberté d'État souverain dans ses prérogatives de défense et de sécurité », avait déclaré Choguel Maïga.

Sans juger de cette posture, Florence Parly, la ministre des Armées française a réaffirmé que la France n'a pas « l'intention de quitter le Mali ». Indignée, elle a qualifié ce lundi les accusations d'abandon « d'inacceptables » et « d'indécentes ». Des propos que le Premier ministre Choguel Maïga a refusé de commenter à sa sortie d'une audience avec le président de la transition.

Source : RFI

COVID-19 et vaccination : Les dangers de mélanger les vaccins



Les médecins affirment tout le temps qu'il ne faut jamais mélanger les molécules. AG, a failli en faire les frais. Parce que les fakes-news ont voué aux gémonies AstraZeneca et disent tout le mal qu'il faut de ce vaccin, notre interlocuteur, que nous appelons AG, a été faire également le vaccin Johnson & Johnson. Il a failli y laisser la vie. « J'ai été faire normalement les deux doses d'AstraZeneca. Mais, partout j'entendais les gens dire que ce vaccin n'est pas bien, quand Johnson & Johnson est arrivé, j'ai été faire la queue. J'ai caché aux vacinateurs que j'ai déjà fait AstraZeneca. Je me suis donc fait vacciner », affirme-t-il. Il poursuit: « j'ai fait le vaccin aux environs de 9 heures le matin. Je suis parti après à mon bureau, où j'ai travaillé toute la journée. C'est aux environs de 20 heures, à la maison, que mon mal a commencé ».

En effet, une fois chez lui, le soir, il va connaître l'enfer pendant trois jours, selon ses propres termes. « Le moindre courant d'air était comme de la glace sur ma peau. Je ne supportais rien. J'étais sous une tonne de couvertures et je tremblais quand même. J'avais de forts maux de tête et toutes les sensations d'un paludisme ».

« J'ai fait énormément de recherches pour voir si avant moi, d'autres personnes avaient pris les deux vaccins. J'ai même appelé un professeur pour lui demander les conséquences sans lui dire que j'avais pris les doses des deux vaccins. Il a d'abord dit que s'il y a un mois entre les vaccins, normalement ce n'est pas nuisible. Il m'a certifié qu'en principe, les produits chimiques ont ou peuvent avoir des effets secondaires. Il est donc très important de toujours respecter les doses prescrites ou indiquées par les chercheurs ou les spécialistes du domaine ».

Selon le Pr. Seydou Doumbia, qui rentre d'ailleurs d'un colloque ouest-africain à Abidjan sur les effets de la Covid-19, « même si tout n'est pas documenté sur la Covid-19, il est fortement déconseillé de mélanger les molécules. Les études se poursuivent sur les vaccins, pour les documenter suffisamment, mais, les méthodes de conception ne sont pas les mêmes ». Le Pr. Minta ajoute : « certains vaccins sont des virus atténués, d'autres sont des ADN et d'autres méthodes. Il n'est pas conseillé du tout de mélanger ».

Aminata Agaly Yattara

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

COVID-19 et prise en charge : Bamako ou l'impasse

Depuis l'avènement de la Covid-19 sur le territoire malien, certaines zones n'ont jamais eu accès à des soins adéquats contre le virus. Comment se font la prise en charge de ces populations lorsque des gens développent des formes graves de Covid-19?

Lorsque la Covid-19 battait son plein dans la capitale, les insuffisances du plateau technique ont été mises à nue. Un pays où presque tout est concentré dans la capitale, le plateau sanitaire ne parvenait pas à répondre aux demandes de celle-ci, encore moins celles des populations dans les zones reculées. Avec les déplacements, le virus s'est propagé à travers toutes les localités. De ce fait, il y a des villages, des cercles et des arrondissements, etc., qui ont été touchés. Le malheur pour ces populations est qu'elles sont dans des zones difficiles d'accès côté sanitaire et surtout que ce virus n'était pas n'importe lequel. Une pandémie qui a bouleversé le monde entier et ôté la vie à d'énormes personnes. Dans nos pays, c'est un phénomène assez bizarre dans les zones éloignées, car d'après le Pr. Doumbia, « dans ces zones, les gens faisaient leur Covid-19 sous forme de paludisme surtout les populations rurales. ». Le gouvernement n'a pas pu mettre en place un système décentralisé de prise en charge de la Covid-19, aussi bien au niveau de la détection que de la prise en charge des malades. Il faut que tout le monde se déplace à Bamako. « Il y a eu des cas venant de Kayes, Sikasso et Koutiala. Au moment des flambées, il y a eu beaucoup de cas. Mais il faut reconnaître que certains de ces cas n'arrivent pas à Bamako lorsque leur prise en charge nécessite des respirateurs et autres », affirme le Pr. Doumbia Seydou, membre de la cellule anti-covid-19.

Aminata Agaly Yattara

Cet article a été publié avec le soutien de JDH Journalistes pour les Droits Humains et Affaires Mondiales Canada

Source : Mali Tribune

Mali : Cinq gendarmes tués dans une attaque jihadistes à l'ouest du pays

Une attaque attribuée aux jihadistes a endeuillé ce mardi l'armée malienne sur le tronçon vital Bamako-Kayes à l'ouest du Mali. C'est un convoi d'une entreprise minière sécurisé par les Forces armées maliennes qui a été attaqué par les jihadistes. Cinq gendarmes maliens ont été tués et d'autres blessés. L'armée malienne affirme avoir de son côté « neutralisé » quatre jihadistes.

L'endroit où l'attaque s'est déroulée est éloigné du centre et du nord du Mali, où opèrent traditionnellement les jihadistes. L'axe Bamako-Kayes est vital pour l'économie malienne et les marchandises du Mali. Des analystes estiment que les jihadistes semblent désormais décider à occuper l'ouest du Mali, pour tenter d'étouffer économiquement le pays. Outre la route qui mène vers le Sénégal, d'importantes sociétés minières sont installées dans cette même région.

Le « cerveau » du génocide rwandais : Théoneste Bagosora mort au Mali



Le colonel rwandais est mort, samedi, dans une clinique de Bamako, a annoncé son fils, Achille Bagosora, sur les réseaux sociaux, avant que l'information ne soit confirmée par l'administration pénitentiaire malienne. Décédé à l'âge de 80 ans, l'homme qui est considéré comme « le cerveau » du génocide des Tutsis au Rwanda avait été condamné par un tribunal de l'ONU, et purgeait sa peine de 35 ans de prison à Koukikoro au sud du Mali. Théoneste Bagosora, avait été reconnu coupable de « génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre » par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) à Arusha pour son rôle dans le génocide au Rwanda qui a coûté vie à plus de 800 000 personnes.

Né le 16 août 1941 dans la commune de Giciye de la préfecture de Gisenyi au Rwanda, ancien séminariste, passé par l'École des officiers, le colonel Théoneste Bagosora était le numéro 2 du ministère rwandais de la Défense en 1994.

Selon le TPIR, il est alors la plus haute autorité militaire du pays après l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana.

Bagosora est arrêté en 1996 au Cameroun où il avait trouvé refuge devant l'avancée du Front patriotique rwandais de Paul Kagame.

En 2008, le TPIR le reconnaît coupable des crimes commis entre les 7 et 9 avril 1994, dont des viols et des massacres de masse.

En tant que supérieur hiérarchique, il est aussi reconnu coupable pour les meurtres de plusieurs personnalités politiques, dont le Premier ministre, Agathe Uwilingiyimana ainsi que de 10 Casques bleus belges.

L'ex-colonel est condamné à la prison à perpétuité en 2008. Trois ans plus tard, la cour annule en appel plusieurs conclusions factuelles de la chambre de première instance et réduit sa peine à 35 ans de réclusion. Il purgeait sa peine au Mali dans la prison de Koulikoro avec d'autres personnalités condamnées par le TPIR d'Arusha.

Sa demande de libération anticipée avait été rejetée le 1er avril dernier.

Source : L'Informateur

Quant à l'identité exacte des jihadistes qui ont mené l'attaque contre les Forces armées maliennes qui assuraient la sécurité du matériel d'une entreprise, plusieurs sources sécuritaires pointent du doigt les partisans du prédicateur radical Amadou Kouffa du centre du Mali, allié à Iyad Ag Ghali qui dans le nord est à la tête des jihadistes qui ont noué une alliance avec Aqmi. Devant la menace de voir s'installer sur la route nationale 1 ces hommes armés, les forces de sécurité du Mali ont décidé d'y renforcer leurs dispositions sécuritaires.

Source : RFI



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Office Central des Stupéfiants - Police Nationale : Poser les jalons d'une bonne collaboration



Le Colonel Fousseyni KÉÏTA, nouveau Directeur de l'Office Central des Stupéfiants (OCS), dès sa prise de fonction, a initié une démarche stratégique pour aller à la rencontre des différents services afin de renforcer la collaboration avec eux. La première à recevoir la visite du nouveau Directeur de l'OCS est l'équipe de la Direction Générale de la Police Nationale. C'est ainsi que ce mardi 28 septembre 2021, le Colonel Fousseyni KÉÏTA, à la tête d'une délégation, a été reçu par le Directeur Général de la Police Nationale, le Contrôleur Général Soulaïmane TRAORE.

« Je suis venu rendre visite à nos partenaires de la Police Nationale pour raffermir nos liens de collaboration parce qu'il faut savoir que nous jouons un rôle complémentaire », explique le nouveau Directeur de l'OCS. Pour le Colonel KÉÏTA, c'est la première visite depuis sa prise de fonction la semaine dernière et le choix de la Police n'est pas fortuit, mieux, dirait-il cela a tout son sens. Et d'ajouter que lui et ses collègues apprécient hautement le travail abattu par la Police.

« En matière de renseignements et d'informations, la Police Nationale est hautement qualifiée, c'est pour cela nous sollicitons votre collaboration et accompagnement dans la réussite de notre mission », dira-t-il, avant de déclarer : « Notre volonté est que la Police nous accompagne dans nos missions. Nous voulons nous appuyer sur la Police pour avoir un bon résultat ». Aussi, le Colonel Fousseyni KÉÏTA a salué l'accueil chaleureux qui lui a été réservé par la Direction Générale de la Police Nationale.

Pour sa part, le Directeur Général de la Police Nationale, le Contrôleur Général Soulaïmane TRAORE, s'est dit très heureux d'accueillir un visiteur avec qui ses services entretiennent de bons rapports de collaboration. « Nous sommes très heureux de vous recevoir ce matin dans nos locaux. Vous savez le trafic de drogue est un fléau qui mine notre société. Donc, nous sommes condamnés à travailler ensemble main dans la main pour lutter efficacement contre la drogue qui génère l'argent sale. L'argent sale sert de financement au ter-

rorisme et à la criminalité de tout genre » a déclaré le Contrôleur Général Soulaïmane TRAORE.

« Nous ferons en sorte qu'il y ait une très bonne communication entre nos services dans la co-production de sécurité, car l'excès de cloisonnement nuit à l'efficacité de nos missions » a martelé le DG de la police qui, en tant que premier responsable, a réitéré son accompagnement et son soutien à son hôte du jour.

L'Office Central des Stupéfiants est un service central du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile. Sa Direction est basée à Bamako avec trois antennes, dont une à l'Aéroport et une autre dans chaque capitale régionale. L'Office central des stupéfiants a pour mission entre autres d'assurer la coordination de la lutte contre la drogue au niveau opérationnel sur l'ensemble du territoire national et la prévention, la sensibilisation et la répression.

■ Yama DIALLO

Renforcement de capacité : Cadreurs et photographes de la DIRPA à l'école de l'EUTM

L'atelier de formation de l'EUTM au profit des cameramen et photographes de la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées s'est ouvert, le lundi 27 septembre 2021, à l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye. Pendant deux semaines, ces stagiaires se familiariseront avec l'initiation à la caméra et au montage d'images. L'objectif de cette formation est de donner plus de visibilité et de lisibilité aux actions civilo-militaires dans les opérations.

Le chargé de communication de l'EUTM, le Colonel Stephan a déclaré que cette formation permettra aux jeunes cadreurs et journalistes de la DIRPA de prendre des images professionnelles sur le terrain. Selon lui, elle renforcera également le système de communication opérationnelle des FAMA en temps de crise. Le Colonel Stephan a invité les stagiaires à s'engager pour mieux apprendre les notions élémentaires sur la caméra. Il a rassuré que l'EUTM sera toujours aux côtés des FAMA dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles des troupes. Le Directeur DIRPA, le Colonel Souleymane Dembélé, a souligné que depuis 2013, sa direction est accompagnée dans son renforcement de capacité par l'EUTM. Selon lui, les cadreurs et journalistes de la DIRPA ont bé-

néficié dans un passé récent des formations de l'EUTM. Le Colonel Dembélé a également indiqué que la DIRPA est sollicitée dans les opérations, compte tenu de la situation sécuritaire du pays. Selon lui, ses éléments doivent s'adapter au nouveau concept du terrain pour la visibilité des actions menées sur le terrain. Pour le Colonel Souleymane Dembélé, l'objectif visé est de rendre le personnel de la DIRPA polyvalent en camera et au montage d'image. Et de déclarer : « Un journaliste doit être désormais capable de monter ses images sur le terrain ». Il a averti les stagiaires que cette formation n'est pas un voyage touristique et les a exhorté à prendre cette formation avec sérieux.

La mission EUTM Mali, adoptée sur la base de la résolution no 2071(2012) du Conseil de sé-

curité des Nations Unies et des articles 42(4) et 43(2) du Traité sur l'Union Européenne, a pour objectif de « fournir, dans le sud du Mali, des conseils en matière militaire et en ce qui concerne la formation aux forces armées maliennes opérant sous le contrôle des autorités civiles légitimes, afin de contribuer à rétablir leurs capacités militaires et de leur permettre de mener des opérations militaires visant à rétablir l'intégrité territoriale du Mali et à réduire la menace constituée par les groupes terroristes ».

La décision exclut explicitement la participation des forces d'EUTM Mali aux opérations de combat. Plus précisément, la mission compte plusieurs volets permettant de répondre aux besoins opérationnels : Appuyer la formation des forces armées maliennes ; Fournir des formations et conseils pour le commandement, le contrôle, la chaîne logistique et les ressources humaines ; Apporter une formation en matière de droit international humanitaire, de protection des civils et de droits de l'homme. La mission coordonne son action avec celles des Nations Unies et de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest. Elle était au départ prévu pour durer 15 mois à compter du lancement de la mission, en février 2013. Mais vu les défis, son mandat a jusqu'ici renouvelé aux fins d'appuyer les forces de défense et de sécurité du Mali.

■ Yama DIALLO





MEADD : Bientôt un nouveau visage pour l'Avenue du Mali

C'est un montant total de 57 millions de nos francs qui a été annoncé pour réaliser ce projet important dans la modernisation de la ville de Bamako

L'Avenue du Mali allant du monument Kwamé Nkrumah à l'Obélisque sera bientôt enviable et attirante pour la population de Bamako en général et plus particulièrement ses riverains. Donc, à la demande du Réseau des femmes africaines et ministres parlementaires/Mali (REFAMP-Mali), le ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable (MEADD) a initié une rencontre avec les représentants des structures riveraines de ladite avenue. Cette rencontre a permis d'obtenir des engagements et des annonces fortes de la part de ces responsables. C'était le mardi dernier, à l'hôtel Radisson Collection de Bamako.

La rencontre que le ministre Modibo Koné lui-même a présidée, s'est déroulée dans un enthousiasme non feint avec un intérêt manifeste des donateurs audit projet. Comme, c'est la commune IV qui a abrité la cérémonie, le représentant du maire a pris le premier la parole pour situer ladite rencontre dans son contexte. A l'en croire, c'est un projet qui a été

déjà réfléchi par le Conseil communal. Ce faisant, la maire adhère entièrement à cette initiative de mobilisation des fonds pour la réalisation de ce projet.

Au niveau du REFAMP-Mali, l'ancien ministre Mme Aminata Sidibé a d'abord dévoilé brièvement l'ambition qui anime ce réseau. Il a été créé pour permettre à ces femmes ayant occupé des hautes responsabilités de jouer et d'apporter leur modeste contribution à la construction de l'édifice national. Donc, l'environnement étant un secteur pour le développement de notre pays, fait partie des priorités de ces femmes leaders. Elle a aussi fait savoir que l'Avenue du Mali est emblématique et stratégique dans la modernisation de la ville de Bamako. Le REFAMP-MALI est engagé dans la réalisation de ce projet, parce que, « l'avenue du Mali se situe au cœur de l'ACI 2000 et l'ACI est un centre commercial » a-t-elle soutenu.

Après ce cri de cœur du réseau, certains responsables des structures présentes se sont

engagés avec des annonces intéressantes en termes d'argent. Du coup, près de 40 millions de CFA ont été annoncés par certains riverains. Parce que non seulement, ils pensent que ce projet, une fois réalisé permettra à leurs structures d'être beaucoup présentables, mais, aussi servir d'endroit plus reposant après les heures de travail.

Prenant la parole pour clore la rencontre, le ministre Modibo Koné dit avoir pris bonne note de l'inquiétude soulevée par le Réseau des femmes africaines et ministres parlementaires. Il a aussitôt instruit de créer une commission pour le suivi du projet. Ce qui contribuera à sa pérennisation. Cette commission, selon la ministre Traoré Seynabou Diop, devrait être composée des membres du ministère, du REFAMP-Mali et des riverains.

Pragmatique, Modibo Koné a souhaité que les travaux pour la réalisation de ce projet, commencent au plus tard au premier octobre.

A noter que ce projet sera réalisé par l'entreprise VERRA PRO BTP. C'est pourquoi, à la rencontre, il a été question d'une présentation du paysagiste Boubacar Terra. Cette présentation a permis d'expliquer à partir d'un diaporama les avantages du projet. Longue de 2 km, cette avenue sera embellie en forme de 11 parterres.

Ki-Zerbo

Santé de la reproduction : Accès des femmes et des filles aux soins d'avortement sécurisé de qualité

En ce Mardi 28 septembre, jour mémorial de la Journée Internationale au Droit à l'Avortement s'est tenu à l'hôtel Olympe de Bamako, le lancement du centre de l'organisation pour le dialogue sur l'avortement sécurisé (ODAS).

Le Centre ODAS (Organisation pour le Dialogue sur l'Avortement Sécurisé) est une entité dont le rôle est de coordonner les actions régionales et de fédérer le mouvement qui promeut l'accès à l'avortement sécurisé en Afrique Francophone. Le centre ODAS est un réseau composé d'un large éventail d'organisations à but non lucratif, d'organisations communautaires, de partenaires du secteur universitaire et de la santé publique et d'institutions gouvernementales. Le Centre collabore avec les parties prenantes des pays membres du Partenariat de Ouagadougou et autres pays francophones à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Togo, la République Démocratique du Congo, le Cameroun et le Madagascar.

Le centre ODAS est fondé sur les principes et les lois qui régissent les Droits en matière de Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR) et vise au renforcement du mouvement féministe dans la région tout en prônant la mutualisation des efforts, la transparence ainsi que le leadership partagé. Ladite organisation met un accent particulier sur le renforcement des capacités des femmes et des jeunes afin d'accroître leur demande de services d'avortement tels qu'encadré par les organes et traites internationaux des droits humains. Les activités menées par le Centre ODAS prennent en compte les principes qui régissent l'écosystème de l'avortement durable en Afrique Francophone ainsi que ceux définis dans l'agenda commun.

Selon M Kassoum Coulibaly le point focal régional du Centre au Mali, l'objectif à long terme est de faire du Centre ODAS une struc-

ture régionale autonome, traitant des questions relatives à l'avortement sécurisé, et catalyseur de l'action collective dans la région. A ce titre, son personnel travaille en collaboration avec Ipas Afrique Francophone pour mettre en place un programme ambitieux de mutualisation des savoirs, de circulation des connaissances, d'apprentissage, de plaidoyer et surtout de renforcement des systèmes de santé et des processus de redevabilité dans la région. Le Bureau Régional d'Ipas Afrique Francophone en assure l'hébergement et lui fournit une assistance technique au centre durant sa phase d'incubation.

Quant à la représentante du Ministère de la Santé et du Développement Social, Mme Bin-

tiné Traoré à la cérémonie du lancement du centre, l'avortement est un sujet complexe et sensible à aborder dans nos sociétés. Pourtant beaucoup des femmes le font en catimini. « Selon Rapport Pays de kit pour la SOMAGO en 2018, très peu d'information sont disponibles sur l'avortement au Mali. Les chiffres dont nous disposons sont souvent basés sur les estimations. La petite quantité d'études disponibles est caractérisée d'une part le fait qu'elles n'ont pas été l'échelle nationale et d'autre part il y'a une diversité de méthodologie qui ne permet de faire une estimation fiable de l'ampleur de l'avortement (en général et de l'avortement provoqué en particulier). La quasi-totalité des études ont été menées dans les structures de santé soit sur les compli-

cations. » Explique Mme Bintou T Traoré. La représentante du Ministère a tenu à rassurer les responsables du centre ODAS que le Gouvernement du Mali ne ménagera aucun effort pour l'accompagnement du centre dans sa mission universelle. Et qu'ensemble nous pouvons soutenir la santé et reproductive et le bien être des personnes partout dans le monde et réduire les décès et les infirmités évitables liés à l'avortement.

Bokoum Abdoul Momini



Lutte contre la corruption : Il faut absolument rendre gorge aux délinquants !



Soyons sérieux en tant qu'humains et en tant que citoyens ! Devons-nous accepter nous laisser convaincre que c'est parce que nous sommes des abrutis tenant le pinceau que les fossoyeurs du Mali sont peints en les montrant comme de hideux diables avec des cornes macabres ? Non, les vols, concussions, détournements de deniers publics, dilapidations, évasions de fortunes multiples au détriment de l'État ont atteint ces dernières années des proportions telles qu'évoquer la présomption d'innocence pour des malfrats notoires est une insulte à la justice et à l'intelligence citoyenne. Au nom de quoi acceptera-t-on que la muselière soit imposée à ceux qui réclament justice alors que les gredins de la pire espèce continuent à se lécher les babines humectées du sang du peuple ? Mais, non !

La République et ses institutions, hier comme aujourd'hui et toujours, ne peuvent jamais se passer de vertu chez leurs serviteurs. Ces derniers, on les appelle gouvernants, c'est-à-dire ceux qui sont chargés de créer les conditions de paix, de sécurité, de prospérité et de bien-

être général au profit des gouvernés, la plus grande composante de la nation. Pour cette raison, il urge de rendre gorge à tous les délinquants qui, parce qu'ils ont réussi un moment à mettre l'État sous leurs seules rênes courtes et capricieuses, ont mal agi avec les biens publics et avec le devoir de pérenniser la patrie. Il faut absolument leur rendre gorge, à tous.

Le Président Assimi Goïta, pour cette guerre hardie, a quitté la réserve pour les avant-postes, c'est bien. Dans son adresse à la nation à l'occasion du 61ème anniversaire de notre indépendance, il a eu les munitions appropriées : "La soif de justice du peuple malien est bien compréhensible car s'appuyant sur des faits évidents de corruption, de délinquance financière et d'impunité qui ne font que renforcer le malaise et le ressentiment des populations qui sont, en réalité, les premières victimes de ce système destructeur. Fort heureusement, des mesures vigoureuses viennent d'être prises dans ce sens... Une vaste campagne d'audit des services publics est actuellement en cours par les soins des

différentes structures de contrôle et de lutte contre la corruption et la délinquance. À travers cette lutte, nous rassurons le peuple malien que ses attentes seront comblées car aucun privilège ne sera accordé aux personnes impliquées. Ces mesures sont tout aussi valables pour les départements de la Défense et de la Sécurité dont les lois d'orientation et de programmation sont déjà en cours d'audit..." Dont acte, Monsieur le Président.

Laisser les mafieux comme si leurs forfaitures ne constituent qu'une banalité. Que non ! Ce serait indéniablement un acte de complicité avec eux. À défaut de les fusiller ou de les pendre Place Monument de l'Indépendance, il est temps de saisir déjà tous leurs biens, fortunes en banque et immeubles dans nos villes. Dieu se chargera de leurs autres cavernes d'Ali Baba, paradis fiscaux et on ne sait quoi d'autres.

Amadou N'Fa Diallo
Source : Le National

Lutte antiterroriste dans le Sahel : Paris appelle la junte malienne à “clarifier” ses engagements politiques antiterroristes”



La France souhaite que la junte au pouvoir au Mali “clarifie les choses” et respecte ses engagements sur la transition politique et la lutte antiterroriste, a estimé mardi un conseiller du président Emmanuel Macron. Paris avait fermement rejeté lundi les accusations “inacceptables” et “indécentes” d’“abandon” du Mali portées par le Premier ministre de transition Choguel Kokalla Maïga à la tribune de l’ONU. Celui-ci, s’exprimant devant des journalistes à son retour à Bamako mardi, s’est gardé de réitérer ces propos. Il a exprimé la reconnaissance de son pays envers la communauté internationale pour son soutien, ainsi que le respect des engagements pris en matière de lutte anti-jihadiste. Mais il a également affirmé “la volonté du peuple malien d’exercer sa liberté d’Etat souverain”. “Il y a encore de l’espace pour clarifier les choses”, a déclaré mardi un conseiller d’Emmanuel Macron. “Nous avons besoin que la junte respecte les engagements sur la transi-

tion politique, essentielle pour la stabilité du Mali, nous avons besoin d’engagements clairs dans la lutte antiterroriste et nous avons besoin que les Maliens s’abstiennent de recourir aux services d’une milice dont on a pu constater en Centrafrique ou en Libye tout le désordre qu’elle pouvait créer”, a-t-il ajouté. Il faisait référence aux discussions engagées depuis quelques semaines par les militaires au pouvoir à Bamako avec le groupe paramilitaire privé Wagner, réputé proche du Kremlin. “Nous sommes informés d’un certain nombre de contacts” entre les deux parties mais “nous pensons que les Maliens peuvent encore faire le bon choix”, a souligné l’Elysée. “L’alternative est très clairement posée pour nous, il y a une question de confiance qui est posée”, a ajouté la présidence, en réaffirmant qu’un recours aux mercenaires ne serait “pas compatible” avec la poursuite de la mission des troupes internationales participant à la lutte antijihadiste. Comme la ministre des Armées Florence

Parly l’avait fait lundi, l’Elysée a qualifié d’“inacceptables” les propos tenus samedi à l’ONU par Choguel Kokalla Maïga, qui a affirmé que l’annonce par Emmanuel Macron en juin de la réorganisation de la présence militaire française, avec la fin programmée de Barkhane, représentait “une espèce d’abandon en plein vol”. Cette situation a conduit Bamako “à explorer les voies et moyens pour mieux assurer la sécurité de manière autonome avec d’autres partenaires”, a ajouté M. Maïga. M. Maïga a rendu compte mardi à Bamako de son déplacement au président de transition, le colonel Assimi Goïta. Aux Nations unies et dans ses discussions au cours de son déplacement, il a “réitéré la gratitude du gouvernement et du peuple malien aux Nations unies et à tous nos partenaires, bilatéraux comme multilatéraux”, a-t-il dit à des journalistes après avoir été reçu par le colonel Goïta. “Nous avons rassuré nos partenaires traditionnels sur le respect de tous les engagements pris au nom du Mali en matière de lutte contre le terrorisme”, a-t-il dit. “Mais nous avons aussi tenu à signifier à la communauté internationale, à laquelle le Mali est reconnaissant pour son accompagnement, la volonté du peuple malien d’exercer sa liberté d’Etat souverain dans ses prérogatives en matière de défense et de sécurité”, a-t-il ajouté. Il s’est gardé de réagir au reproche “d’indécence” fait par la ministre française des Armées, indignée par ses propos à l’ONU au lendemain de la mort d’un soldat français au Sahel. “A ce stade, nous ne souhaitons pas faire de commentaires sur les déclarations de nos partenaires, nous leur avons dit ce que nous pensons de la situation entre nous, en tête-à-tête. Je crois que les discussions vont continuer au niveau le plus approprié”, a-t-il dit. Paris a entrepris en juin de réorganiser son dispositif militaire au Sahel, en quittant notamment les bases les plus au nord du Mali (Kidal, Tombouctou et Tessalit) et en prévoyant de réduire ses effectifs dans la région d’ici à 2023 à 2.500-3.000 hommes, contre plus de 5.000 aujourd’hui. La France avait aussi réitéré lundi à l’ONU son appel à l’organisation d’élections législatives et présidentielle le 27 février au Mali, conformément aux engagements pris devant la communauté internationale par la junte qui a pris le pouvoir dans ce pays.

Source : AFP

Pour la réussite de la transition : Le MRD plaide pour un sursaut patriotique

Le Mouvement pour la refondation de la démocratie (MRD) est le dernier des mouvements mis sur les fonts baptismaux. Il s'est fixé comme objectif de contribuer au redressement de la démocratie malienne dans son ensemble

En attendant de poser des actions visibles sur le terrain, les initiateurs et créateurs de ce mouvement ont animé un point de presse pour informer l'opinion nationale et internationale de l'existence du MRD. C'était le week-end dernier à la maison de la presse. Ce rendez-vous avec les professionnels des médias rassemblés autour de l'équipe directrice dudit mouvement, les membres et sympathisants engagés pour la même cause. Après une analyse approfondie de la démocratie au Mali et surtout le comportement indécent de certains acteurs, les membres du MRD ont décidé d'apporter leur touche. Ils pensent pouvoir peser de tout leur poids et savoir faire

pour remettre la démocratie malienne sur les bons rails.

Lisant la déclaration, le coordinateur national du mouvement, Oumar Mamady Touré a rappelé la situation que traverse notre pays en ces moments. Il s'agit entre autres : la sécurité, l'école, la justice etc. Parlant des réformes institutionnelles et politiques en cours, le MRD invite le département en charge de la question, de prendre en compte les aspirations et conclusions issues du dialogue national inclusif.

Pour les élections générales à venir, le MRD par la voix de son coordinateur demande aux plus hautes autorités du pays à tirer les leçons

des situations du passé qui ont entraîné la situation actuelle. De même, il l'invite à conjuguer tous les efforts pour organiser et réussir ces élections générales, de manière transparentes, crédibles et justes. Cela contribuera au rayonnement de la démocratie et la quiétude de la nation.

Mamadou Togola l'un des membres fondateurs du MRD fera savoir qu'au regard des dérapages que connaît la démocratie malienne, le moment est opportun de penser à mettre des outils en place pour sa refondation. Et le MRD compte mener ce chantier le avec d'autres mouvements inscrits dans la même direction. Revenant sur la situation actuelle du pays en langue bamanankan, le superviseur du MRD, Mamadou Togola a lancé un cri de cœur. A travers lequel, il demande une union sacrée autour de la République, Mali. Parce que selon lui, ce que nous avons en commun, c'est le Mali. Et si nous ne prenons pas garde, c'est le pays, dans son existence qui disparaîtra. C'est pourquoi, l'accompagnement et le soutien de la population en termes de renseignements sont capitales et nécessaires.

Ki-Zerbo



76^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies : Abdoulaye Diop respecte la tradition

En marge de la 76^{ème} Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à New York, le chef de la diplomatie malienne, le ministre Abdoulaye Diop, n'a pas dérobé à la tradition. Il a tenu à rencontrer ses homologues des pays partenaires ou amis pour parler de la situation sécuritaire au Mali, du processus de transition, mais surtout des voies et moyens pour une sortie définitive de la crise qui secoue le pays depuis plus d'une décennie.



D'abord, le 23 septembre 2021, le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye Diop, a animé une conférence en qualité de paneliste aux côtés de ses homologues du Danemark, de la Norvège et de la Mauritanie, sur le thème : « Le climat, la paix et la stabilité dans les petits États insulaires en Développement et le Sahel (SIDS) : leçons apprises et perspectives ». Au cours de cette conférence co-organisée par le Royaume du Danemark et les Émirats Arabes Unis, le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, a saisi l'occasion pour faire le lien entre changements climatiques et défis sécuritaires. Ainsi, il a rappelé l'importance de mutualiser les efforts en vue de mettre fin à l'enrôlement des jeunes par les groupes terroristes.

Ensuite, le 24 septembre 2021, Abdoulaye Diop a aussi rencontré son homologue russe, Sergey V. Lavrov. Au cours des échanges, les deux

ministres ont réitéré leur volonté de renforcer le partenariat entre leurs pays, notamment dans les domaines de la défense et de la sécurité, du développement économique et social. Auparavant, Abdoulaye Diop avait déjà échangé, le 21 septembre 2021, avec son homologue français, Jean-Yves Le Drian. L'occasion était bonne pour ces deux ministres de faire des échanges francs et directs autour de la situation au Mali et au Sahel, notamment la situation sécuritaire y compris la question du relèvement des effectifs de la MINUSMA, de la diversification des partenaires et le calendrier de la transition.

Aussi, le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye Diop, s'est-il entretenu avec son homologue des Émirats Arabes Unis, Sheikh Shakbout Nahyan. Ensemble, les deux ministres ont échangé sur le processus de transition en cours, la diversification des partenaires du

Mali, la lutte contre le terrorisme au Sahel. Les Émirats Arabes Unis qui siègeront au Conseil de Sécurité à partir du 1er janvier 2022, ont, à travers Sheikh Shakbout Nahyan, réaffirmé leur soutien au Mali.

Le même jour (21 septembre 2021), le Rwanda a renouvelé son soutien au Mali, à la faveur d'une rencontre, entre le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, et son homologue rwandais, Vincent Biruta. Cet engagement du Rwanda au côté du peuple malien a été salué par le ministre Diop. Le patron de la diplomatie malienne a, par ailleurs, tenu à remercier son homologue rwandais pour cette solidarité avant de lui faire le point du processus de transition et les défis auxquels sont confrontées les autorités maliennes.

Ousmane BALLO

Source : Ziré

Mohamed Ag Assory, analyste politique : « En toute objectivité, on peut dire que cette transition sera prolongée »



Si le déploiement probable de Wagner au Mali est salué par une partie de la population malienne, sur la scène régionale et internationale, elle continue de cristalliser les relations entre Bamako, Niamey et Paris. Autre sujet qui fâche, c'est la prorogation de la transition.

Y-a-t-il un accord entre Bamako et Wagner ? Faut-t-il proroger la transition ?

Mohamed Ag Assory, analyste politique et spécialiste des relations internationales, non moins Directeur fondateur de Tidass Stratégies Consulting, livre son analyse.

Mali-Tribune : Ces derniers jours, la tension monte entre pro et anti-prorogation de la transition. En tant qu'analyste, faut-il prolonger la durée de la transition ?

Mohamed Ag Assory : En toute objectivité, on peut dire que cette transition sera prolongée. C'est une évidence. On ne peut pas dire également que le temps imparti n'était pas suffisant, mais je dirais qu'il a été utilisé à mauvais escient. Nous sommes à 5-6 mois des échéances, jusque-là, il n'y a pas eu d'avancées majeures et de travail préalable. Par exemple pour les élections, il faut d'ores et déjà mettre en place les organes qui seront chargés d'organiser ces élections, les institutionnaliser et les opérationnaliser sur l'ensemble du territoire. Jusque-là, cela n'a pas été fait. Même si on a commencé avec le travail de la liste électorale, il y a beaucoup de choses qui n'ont pas été faites. Quand on parle de réforme constitutionnelle ça n'a pas commencé, c'est-à-dire on ne sait pas comment cette constitution sera rédigée ? Qui va la rédiger ? Est-ce un comité ? Est-ce que ce comité a été mis en place ? Comité d'experts nationaux ? Nous avons de la ressource ici. Mais dans les discours, on se rend compte que les discours des autorités commencent à changer. Si au départ, depuis la transition Bah N'Daw elles ont été vraiment focus sur la transition, ce n'est plus le cas. Actuellement on est en train de mettre en avant les Assises nationales et elles ne sont pas tenues encore et on n'a pas une idée exacte de quand elles auront lieu. Donc cette Transition sera prolongée. Maintenant il serait important de savoir quelle sera la position de la communauté internationale... La CEDEAO a déjà donné le ton. Est-ce que la transition ne voudra pas également dire qu'il faut rééquilibrer la structure institutionnelle actuelle. Est-ce que c'est la même équipe gouvernementale ? Mais c'est tout à fait normal que cette question suscite une bipolarisation de la classe politique avec ceux qui sont contre la prorogation de la transition et ceux qui sont pour.

Mali-Tribune : Admettons qu'on ne proroge pas la transition. Est-ce qu'en 5 mois, nous pouvons organiser des élections générales libres et transparentes sur toute l'étendue du territoire ?



MA. A. : C'est techniquement possible et impossible aussi. Ça dépend dans quel sens, parce qu'aujourd'hui, organiser des élections, c'est vraiment un défi, mais l'autre défi, c'est comment organiser ces élections ? Malheureusement, avec le débat qu'il y a actuellement, c'est vraiment autour de qui va organiser les élections ? Et on se rend compte qu'une grande partie de la classe politique avec des partis très importants, nous avons la coalition des partis et coordinations politiques pour une transition réussie qui regroupe les grands partis du pays qui sont contre l'organisation des élections par un Organe unique de Gestion des Elections. Pour moi, si cette question était tranchée, on pouvait se prononcer si oui ou pas on pourrait organiser des élections en 5 mois. Mais, maintenant si on n'a pas tous ces détails, il est très difficile de se prononcer là-dessus.

Mali-Tribune : Que pensez-vous de l'arrivée probable de la société privée russe

Wagner au Mali?

MA. A. : Pour moi, ça reste dans le cadre d'une rumeur. Parce que depuis quelques mois, quelques années, on parle de l'intervention de la Russie au Mali. Mais ce qui paraît évident aujourd'hui, c'est que la Russie en tant que pays, les forces armées russes ne sont pas en tout cas prêtes à intervenir toute suite. C'est vraiment une évidence. Il n'y a aucun indice qui montre cela, peut-être du fait de la situation géopolitique, le Mali ne représente pas forcément un enjeu immédiat pour les Russes. Mais comme vous le dites, il y a quand même cette rumeur persistante du déploiement possible de Wagner.

Là encore je ne pense pas que cela aboutisse parce que vu le tollé que cela crée, vu les équilibres internationaux sinon régionaux de la situation au Mali, avec l'implication de plusieurs acteurs, et parmi ces acteurs-là, les principaux ont rejeté quand même cette possibilité-là, notamment les forces internationales fran-

çaises et les autres forces internationales comme certains pays du G5-Sahel, la CEDEAO. Tout cela est un indicateur pour dire que ce sera très difficile que cela se concrétise. Mais comme on est en politique, rien n'est impossible. On verra dans les prochains mois et jours. Mais jusque-là, ça reste quand même une rumeur qui reste persistante.

Mali-Tribune : La France et l'Allemagne ont déjà mis en garde les autorités maliennes de toute collaboration avec cette entreprise militaire russe. Si d'aventure, l'accord se concrétise entre Bamako et Wagner, pourrions-nous assister à une guerre par procuration entre Moscou et Paris?

MA. A. : La Russie a commencé une offensive diplomatique depuis quelques années, pour retrouver la place qu'avait l'URSS à l'époque. Que ce soit en Amérique du Sud, au Moyen-Orient ou en Afrique, elle est dans cet état

d'esprit. Et de l'autre côté, nous voyons également la France et le bloc occidental qui sont en train de perdre du terrain, notamment en Afrique face à la concurrence des puissances émergentes comme la Chine, la Turquie et bien évidemment la Russie. Donc, il y a déjà en réalité une guerre par procuration. Ce n'est pas une guerre avec des armées pour le moment, mais c'est vraiment une guerre idéologique, politique, médiatique qui dure depuis quelques années, l'après-guerre mondiale. Il y a une restructuration de l'ordre mondial avec la disparition de l'URSS, l'apparition des nouveaux acteurs et la réémergence de la Russie avec à sa tête Vladimir Poutine. Il y a vraiment une guerre d'influence entre le bloc de l'ouest et entre les puissances émergentes maintenant. Dans ce jeu-là, la France se retrouve en face à face avec la Russie. Nous avons déjà assisté à une manche en Centrafrique et ça continue. Récemment, on voit sur les réseaux sociaux, à travers certains activistes pro-russes et pro-français etc. Il y a déjà une guerre dans ce sens-là, mais ce n'est pas une confrontation en tant que telle.

Dans les réactions, on se rend compte que les pays de l'ouest sont en train de rejoindre la position de la France sur ce dossier Wagner. Il y a eu des déclarations similaires des différents pays européens, même si pour l'instant, les Américains ne se sont pas prononcés de façon publique et officielle sur la question, mais on sent quand-même que le bloc occidental a la même vision sur ce que représente cette utilisation possible de Wagner qui a déjà été rapporté sur certains théâtres d'opération comme en Syrie, en Centrafrique en Ukraine où il y avait toujours cette confrontation entre les Russes et les occidentaux.

Cette guerre entre Paris et Moscou, Paris entouré des pays de l'ouest, est déjà en cours et ce qui se joue va au-delà uniquement de Paris. C'est tout le modèle occidental qui connaît un revers. Quand on regarde ce qui se passe en Afghanistan, en Libye, en Syrie, en Centrafrique et au Mali aujourd'hui, c'est le modèle occidental même qui est défié par les puissances émergentes comme la Chine, la Turquie...

Mali-Tribune : Le ministre nigérien des Affaires étrangères a mis en garde les autorités maliennes de l'arrivée des mercenaires qui viennent dégrader la situation sécuritaire dans l'espace CE-

DEAO. Ces propos ont créé une onde de choc jusqu'à la Primature. Comment expliquer de tels propos venant d'un pays frère ?

A. A.: Aujourd'hui, la situation au Mali a un impact immédiat sur les pays voisins. Toute décision prise au Mali aura forcément des conséquences sur les pays du champ. C'est tout à fait logique que le Niger, qui a été également impacté par la situation malienne, puisse quand-même réagir, parce qu'aujourd'hui, avec la globalisation et l'implication des différents acteurs dans la crise malienne et sahélienne, c'est tout à fait normal que les Etats voisins puissent faire part de leurs inquiétudes quant à l'utilisation de certaines méthodes, et l'utilisation même des mercenaires n'est pas quelque chose de reconnu dans le droit international. Je crois que c'est même condamné, c'est tout à fait normal. Maintenant, comment est-ce que les Nigériens ont réagi ? Est-ce qu'ils ont utilisé un ton diplomatique ? C'est un autre débat. Pour moi, je pense qu'à ce stade, c'est tout à fait normal que les Etats qui sont affectés et qui sont dans un même processus sécuritaire puissent avoir leurs points de vue quant aux stratégies utilisées çà et là.

Je crois que le gouvernement n'a pas apprécié les dernières sorties du Président nigérien, Mohamed Bazoum et de son ministre des Affaires étrangères, Hassoumi Massaoudou. C'est tout à fait normal, en diplomatie comme dans les relations humaines, ça arrive qu'on ne partage pas certains points de vue. Maintenant, est-ce que la réaction des autorités maliennes est aussi exempte de toute critique ? C'est un autre débat, mais je pense qu'il y a un petit malaise politique entre les nouvelles autorités de la Transition et les pays voisins. C'est un malaise politique qui va au-delà de la seule question de Wagner. Toute cette crise, c'est un peu à observer dans ce sens-là.

Mali-Tribune : Choguel K. Maïga vient de souffler ses 100 jours en tant que Premier ministre. Quel bilan pourrions-nous dresser ?

M A. A.: Je crois qu'il y a eu beaucoup d'annonces, de discours, d'interventions télévisées et des déclarations. Mais concrètement, il n'y a rien eu sur les grands chantiers de la tran-

sition. Par exemple jusqu'ici, après 100 jours, on n'a pas de détails sur l'Organe unique de Gestion des Elections. Comment cet organe va fonctionner et comment est-ce qu'il sera composé ? Comment est-ce que ses membres seront désignés ? Nous avons vu un document qui a circulé informellement, mais jusque-là, il n'y a aucune lisibilité claire. Quant à la stratégie sécuritaire, on est dans le statu quo, parce que la situation n'évolue pas positivement. Au contraire, c'est toujours la même situation à ce niveau-là. Sur la cherté de la vie, le panier de la ménagère souffre. Je pense que ces 100 jours ont été plus 100 jours de mots, 100 jours de discours, mais il n'y a pas eu d'actions notables, d'avancées. Et sur un autre point important, c'est surtout ces réformes politiques ; elles doivent être précédées d'un dialogue politique et malheureusement jusque-là, rien n'a été fait dans ce sens. Au contraire, il y a une cristallisation du débat politique. Il y a une polarisation de la scène politique entre les acteurs politiques. Je crois qu'il y a eu quand même dans d'autres domaines, par exemple la justice, où on sent que les acteurs judiciaires sont en train d'essayer d'avancer sur certains dossiers, mais jusque-là, ça traîne encore. Il y a eu certes des arrestations, mais au-delà des arrestations, il faut aller dans des procès, dans les fonds du dossier, il faut prendre la bête par les cornes, comme on le dit. Bien évidemment, on n'attendait pas de Choguel également des miracles, on ne l'attendait pas avec des baguettes magiques parce que la situation est vraiment compliquée et nous sommes dans une situation exceptionnelle qui n'est pas facilitée par la situation sécuritaire et internationale etc. Mais toujours, on attend de voir la suite surtout avoir ce détail. Il y a la réforme constitutionnelle, et comment cela va-t-il se faire ? On parle d'Assises nationales, jusque-là, il n'y a pas de lisibilité claire. On dit que les termes de réformes sont disponibles, mais ne sont pas publics. Il y a aussi la question du calendrier électoral. Le Premier ministre est dans des consultations. Il y a la crise de l'éducation, les examens se sont déroulés dans un contexte particulier, il y a toujours la grogne du personnel de l'éducation.

Propos recueillis par Ousmane Mahamane
Source : Mali Tribune

Culture : La situation sociale de l'écrivain



Malgré l'égalité formelle des Hommes, ils ne se valent pas. A preuve qu'ils sont différemment considérés, en raison de leurs origines, leurs utilités, leurs postures, toutes aussi différentes. Cette réalité, irréductible, est résumée par Abdoulaye Sadj. « Si les hommes sont égaux devant Dieu, ils ne le sont plus dans la rue ». Le statut des uns diffère de celui des autres. Un tel constat rend opportune, une réflexion sur la situation sociale de l'écrivain, qu'il faut distinguer de sa responsabilité sociale. Tandis que celle-ci interroge l'impact positif de l'Homme de plume sur la société, celle-là renvoie à son statut au sein de la cité. Quel regard et quel traitement ses semblables, les autres, réservent-ils à l'écrivain ? La réponse à de telles interrogations est fonction des milieux et des auteurs considérés.

Les poètes maudits. On pourrait les qualifier de têtes brûlées. Leur indépendance d'esprit et leur conception libérale des choses, les conduit à tout peindre. La pudeur est une autocensure pour un Homme de lettres. Ni la morale, ni la loi, encore moins l'indignation publique ne les effraient ; convaincus qu'ils sont qu'on ne fait pas la littérature avec des gants. Dilettantes ou provocateurs, hédonistes ou libertins, les poètes maudits sont coupables de scandale, aux yeux de la société. Leur immoralité supposée les voue à toutes les imprécations, parfois même aux sanctions judiciaires. Signe de leur malédiction ! Leurs fréquentations sont aussi rares que leurs ap-

paritions publiques. Seuls quelques journalistes ou des rares amis ont l'honneur de leurs confidences. Aussi, ils en deviennent les porte-paroles obligés. Autrement, les poètes maudits vivent, cruellement ou voluptueusement, « l'isolisme ». Forgé par l'un d'eux (Marquis de Sade), ce néologisme exprime un isolement intense. En Afrique francophone, Yambo Ouologuem aura été l'un des premiers auteurs maudits avec son ouvrage *Le devoir de violence*.

Les esprits incompris. Leur clairvoyance confine à la prescience. C'est leur avantage, mais aussi leur malchance. Fins observateurs, analystes rigoureux, les esprits incompris sont insolemment prémonitoires. Leur tort est d'avoir raison...avant l'heure et contre tout le monde ! Comme l'a écrit Zweig c'est « une loi inéluctable de l'histoire : elle défend précisément aux contemporains de reconnaître [...] les grands mouvements qui déterminent leur époque ». Ceux qui les anticipent sont généralement brocardés : « prophète de malheurs », « pessimistes fieffés », « complotistes » etc. ! Dans cette catégorie, on peut citer l'américain Geroges Orwell, le burkinabé Laurent Bado. Celui-ci en souffre particulièrement. Mais, l'honneur fleurit sur la fosse. C'est ce qui reconforte les esprits incompris.

Les talents bénis. Leur génie leur attire les honneurs. Autant respectés que sollicités, ils sont conséquemment courtisés, cooptés et quasi-déifiés. Le pouvoir politique aime à s'attacher leurs services. A titre illustratif, Seyni

Kountché comptait dans son entourage des pontes de la littérature nigérienne (Mahamadou H. Sabo, Amadou Ousmane & Idé Oumarou notamment). Dans leurs livres (*Le piège africain de Macron : Du continent à l'Hexagone*, Paris, Fayard, 2021), les journalistes A. Glaser et P. Airault nous apprennent qu'« Emmanuel Macron [...] a initialement proposé le poste de ministre de la Culture [à l'écrivaine Leila Slimani,] qui a décliné. « J'aime trop ma liberté ! » a-t-elle confié au *New Yorker* ».

Les héros ostracisés. Tout comme les poètes maudits, ils sont voués aux gémonies. Mais, contrairement à ceux-ci, ils sont victimes du pouvoir politique dont ils dérangent les intérêts. L'hostilité à leur égard, prend la forme d'embastillements, de sanctions administratives - pour les fonctionnaires -, de refus de passeports, de censures, de violences physiques, parfois même, d'assassinats. Mongo Betti - pour citer un cas moins tragique -, eut toutes les difficultés à Publier *Main basse sur le Cameroun : autopsie d'une décolonisation !* Essuyant les refus d'éditeurs, le « pamphlet » est finalement publié par François Maspero ! Comme pour ne rien arranger, dès sa publication le brûlot est censuré en France sur demande du pouvoir camerounais. Il fallut une longue et harassante procédure judiciaire pour briser l'obstacle.

La plume engage ceux qui la tiennent et définit leur statut social.

Abdoul-Malik Issoufa

Prévention et résolution des conflits : L'écrivain Yaya Elie Bamba propose les recettes des kôrèdugaw

L'Association culturelle « Acte Sept », en collaboration avec le Centre culturel Sénoufo de Sikasso, a organisé un Café littéraire et artistique, ce samedi 25 septembre 2021, à son siège sis au quartier Hamdallaye ACI 2000 de Bamako. Deux invités animaient ce Café littéraire. Il s'agit de l'écrivain Yaya Elie Bamba, auteur du livre « Les Kôrèdugaw en milieu Sénoufo » et de l'écrivain Edouard Coulibaly qui a présenté le livre « Rites agraires en milieu Sénoufo, y compris le Ciwara ».



La modération des débats était assurée par Madou Diakité du Centre culturel Sénoufo de Sikasso, en présence de Daouda Cissé de l'association culturelle « Acte Sept » et de plusieurs autres personnalités. Dans son exposé, l'écrivain Yaya Elie Bamba, membre du Centre culturel Sénoufo de Sikasso, a fait savoir que le « Kôrèduga » est une personne qui a la ceinture autour des reins, toujours disposé à servir l'intérêt de la société. « Compte tenu de leur importance, les Kôrèdugaw ont été inscrits comme un bien du patrimoine mondial de l'UNESCO », a-t-il dit. Selon lui, le Kôrèduga se distingue par la ceinture autour des reins et par son haillon, c'est-à-dire des habits surannés, rapiécés. Cet accoutrement bizarre, a-t-il ajouté, est signe d'humilité et de simplicité en toute circons-

tance devant la vie et la mort. « De la manière dont il s'habille, de cette même manière il mange. Il peut mélanger plusieurs types de nourriture et les manger à satiété. Par exemple, il est capable de mélanger la farine sucrée au lait, le riz au gras, le to au gombo et le couscous. Il a un langage particulier », a expliqué Yaya Elie Bamba.

Chez le Kôrèduga, a-t-il fait savoir, tout tourne à l'envers. Par exemple, a-t-il dit, pour dire « J'ai faim », il dira « Je suis rassasié ». Aussi, le kôrèduga joue-t-il à la comédie pour distraire. Il intervient comme régulateur et pour la résolution à l'amiable des conflits intercommunautaires et interpersonnels.

Par exemple, a souligné M. Bamba, en cas de conflit foncier qui oppose deux personnes, le litige peut être porté devant le chef de village

ou le propriétaire foncier. Si celui-ci ne parvient pas à le solutionner, il fait appel aux kôrèdugaw.

Pour lui, le Kôrèduga peut transformer la tristesse en joie à travers l'animation. Selon l'écrivain Bamba, le Kôrèduga est un médiateur, un éducateur, un thérapeute. Pour preuve, il dira que le Kôrèduga détient en général trois types de poudres médicinales : Une poudre noire qui lui permet de lutter contre l'ensorcellement, l'empoisonnement ; une poudre rouge qui lui permet de détecter les nourritures ensorcelées ou empoisonnées ; et une poudre blanche qui lui permet de manger seul la ration de plusieurs personnes.

« Le kôrèduga éduque et forme les enfants à mieux affronter les exigences de la vie, à réussir dans la vie. Chaque kôrèduga porte un nom d'initiation qui détermine son caractère ou son rôle dans la société. Par exemple : Kuluyaangi est un nom donné au chef coutumier, le détenteur du couteau, qui veille à ce que la terre ne soit pas souillée. C'est lui qui répare la terre à l'aide de sacrifices appropriés », a-t-il dit. Selon lui, l'adhésion au « Kôrèdugaya » peut être volontaire, héréditaire ou par décision des esprits. A ses dires, l'exercice du kôrèdugaya requiert une certaine formation, une certaine initiation à défaut de laquelle vous n'exercez votre kôrèdugaya que de nom. « On doit aussi sensibiliser la population sur l'importance du Kôrèduga à travers les masses medias. Si cela est fait, ils contribueront à la stabilité du Mali. Chacun doit se mettre en tête qu'il est un régulateur de la société. Les kôrèdugaw font parties des mécanismes endogènes de prévention de conflit », a expliqué le conférencier.

C'est pourquoi il a invité chaque malien à se transformer en Kôrèduga pour résoudre les conflits qui l'entourent. Car, a-t-il dit, le Kôrèduga n'est pas seulement celui qui porte les haillons, mais toute personne qui s'implique pour la résolution des conflits, et pour la bonne marche de la société.

Quant au second conférencier, Edouard Coulibaly, il a présenté son livre dont le titre est : « Rites agraires en milieu Senoufo, y compris le Ciwara ». Selon lui, le Ciwara qui est un rite agraire, encourage la jeunesse lors des travaux champêtres.

A O
Source : Ziré

Russie : 852 décès dus au Covid-19 en 24 heures, un triste record

Le pays n'arrive pas à endiguer le variant Delta et encaisse une deuxième flambée de contaminations depuis celle de la mi-juin 2021. Moscou notamment est en grande difficulté.

Il a fallu attendre la semaine dernière pour que la capitale russe admette être confrontée à une forte vague. Au total, 24% de contaminations en plus, un bond de 15% des hospitalisations, et cela ne devrait pas s'arranger : le respect des règles sanitaires est extrêmement variable et, le plus souvent, quasi inexistant dans les théâtres ou dans les cinémas moscovites.

Le port du masque est très peu respecté, et pas seulement quand la lumière s'éteint : des spectateurs entrent bien souvent sans avoir le visage couvert. Même chose dans les bus, tramways ou métros, heures de pointe ou pas. L'attitude des habitants de Moscou est identique : on atteint rarement le tiers de voyageurs avec des masques et pour ceux qui le portent, c'est souvent sans couvrir le nez.

Des contrôles non dissuasifs

Les autorités ont bien installé une signalétique dans tous les lieux recevant du public, des distributeurs pour se désinfecter les mains, il y a aussi une amende pour non-port du masque à Moscou fixée à 4 000 roubles la première fois, 5 000 en cas de récidive, soit 46 et 58 euros : c'est énorme dans une ville où le salaire moyen est de 900 euros. Mais sans contrôle, cela n'est pas dissuasif.

Il y a actuellement deux petites régions russes voisines, la région de Perm et la république d'Oudmourtie, qui vont à nouveau imposer un QR code pour entrer dans les événements publics, les cinémas, les théâtres et les cafés à partir de la semaine prochaine, mais ce sont les seules.

La gestion de la pandémie, elle, est laissée en

Russie aux autorités locales et les essais précédents d'installer un QR code pour les lieux publics ont fait flop. Les autorités, en réalité, ont décidé de protéger une économie fragile et d'ailleurs l'administration présidentielle ne voit pas en réflexion un nouveau confinement.

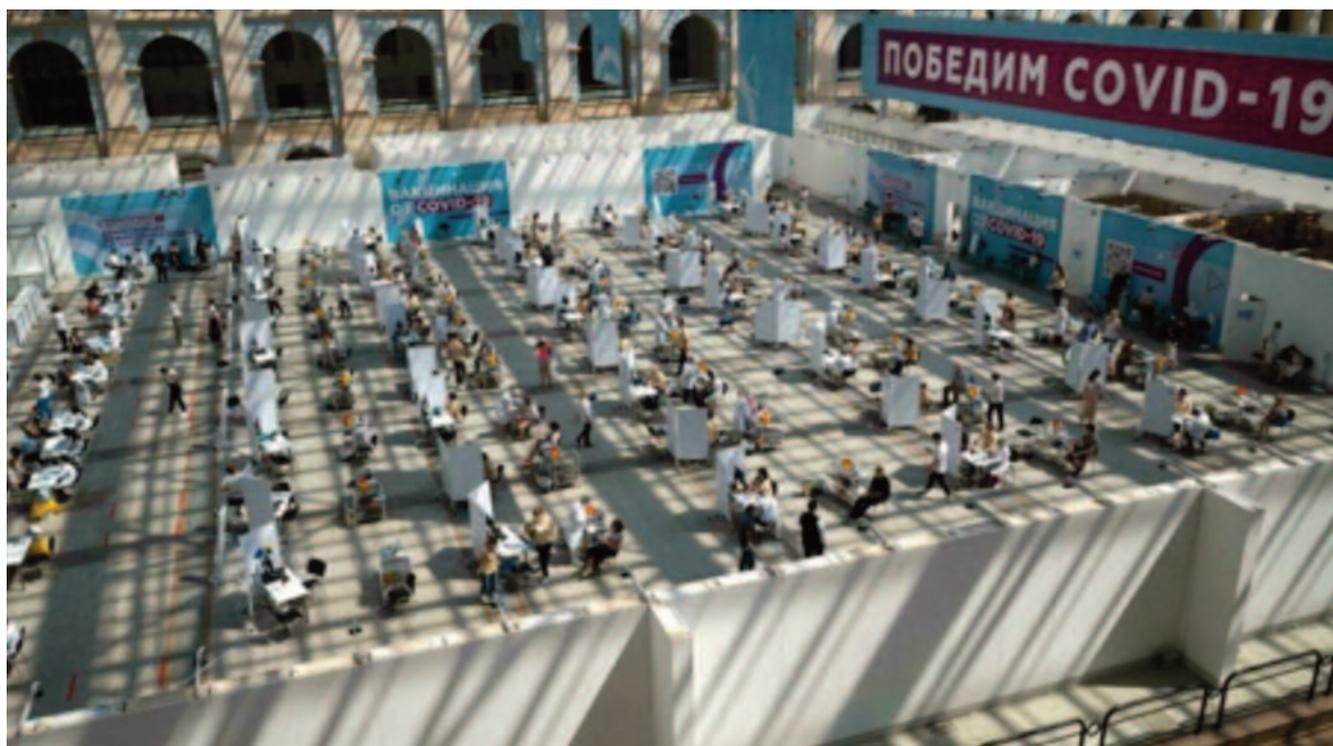
La vaccination est laborieuse

La méfiance vis-à-vis des pouvoirs publics est toujours là. Aujourd'hui en Russie, on n'a toujours pas franchi la barre des 30% de vaccinés entièrement. Cette méfiance est aussi entretenue par le flou autour des morts du Covid-19. Côté gouvernement, on parle d'un peu plus de 200 000 morts. Cela fait de la Russie le pays le plus endeuillé d'Europe.

L'Agence russe des statistiques a une définition plus large. Elle parlait de 350 000 morts à la fin juillet. Enfin, il y a les analystes indépendants et eux se fient à une statistique : celle de la surmortalité depuis le début de la pandémie, et là on atteint 600 000 morts.

Le président Vladimir Poutine, lui, cas contact après que des dizaines de personnes de son entourage ont été contaminées, est toujours à l'isolement. Cela fait désormais deux semaines.

Source : RFI



Guinée : Le Président de la Transition Mamady Doumbouya s'est rendu au Stade du 28 Septembre

En Guinée, le 28 septembre est chargé en symboles. C'est à cette date, en 1958, que le pays a voté pour son indépendance et s'est affranchi de la puissance coloniale française. C'est aussi à cette date, en 2009, que le stade de Conakry a été le théâtre de l'un des plus importants massacres de l'histoire du pays. Le président de la transition, Mamady Doumbouya, s'y est rendu pour un hommage mardi.



Après s'être recueilli la veille au cimetière de Bambeto, où sont enterrées des dizaines de victimes de la répression du régime d'Alpha Condé, le Lieutenant-colonel Mamady Doumbouya a répété le geste au stade du 28-Septembre de Conakry, mardi 28 septembre. En 2009, lors d'une manifestation contre la junte du capitaine Moussa Dadis Camara, au moins 157 personnes y avaient été tuées et une centaine de femmes violées par les forces de défense et de sécurité. Entouré de militaires et de quelques jeunes sportifs au beau milieu de la pelouse, le président de la transition a fait des prières sur la lecture de versets du Coran par l'un de ses bérets rouges. Le visage totalement couvert de ses habi-

tuelles lunettes noires et d'une écharpe, le chef des putschistes a préféré laisser le colonel Amara Camara, porte-parole de la junte au pouvoir, s'exprimer en son nom et lancer un message d'unité à la mémoire des victimes du massacre de 2009. Un hommage de dix minutes, avant que l'impressionnant cortège de véhicules de l'armée ne reprenne la route, sous les acclamations de plus d'une centaine de personnes.

« On nous a frappées, on nous a violées »

Une poignée de femmes victimes des violences de 2009 étaient aussi présentes, dont Oumou

Kadet Barry, satisfaite du geste du colonel Doumbouya. « On nous a frappées, on nous a violées, c'est à cause de ça, a-t-elle rappelé. On est venues ici réclamer la vérité, la justice. La vérité, c'est pour ça qu'on est venues ici. » Le président du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) s'est ensuite rendu au domicile de Hadja André Touré, la veuve du premier président guinéen Ahmed Sékou Touré, afin de marquer le 28 septembre de son symbole originel : le référendum pour l'accession à l'indépendance du pays en 1958.

Source : RFI

Ligue des champions : Gueye, Haller, Mané et Salah buteurs

Soirée prolifique pour les Africains en Ligue des champions avec un doublé pour l'Égyptien Mohamed Salah et un but du Sénégalais Sadio Mané, lors de la large victoire 5-1 de Liverpool sur le terrain du FC Porto. Le Sénégalais Idrissa Gueye avec le PSG et l'Ivoirien Sébastien Haller avec l'Ajax Amsterdam ont également été buteurs, ce 28 septembre 2021.

GROUPE A

RB Leipzig (Allemagne) – FC Bruges (Belgique) 1-2

Le Franco-Congolais Christopher Nkunku est décidément en grande forme, avec son quatrième but en deux matches de Ligue des champions. L'attaquant a vu son duel face au portier adverse validé par la VAR, malgré un soupçon de hors-jeu. L'international espoir tricolore aurait même pu se voir accorder un penalty, pour une faute du portier brugeois. Penalty qui aurait peut-être changé le résultat de la rencontre.

Toujours côté Leipzig, le Franco-Guinéen Mohamed Simakan était titulaire, tandis que le Malien Amadou Haidara est entré en jeu. Dans les rangs du FC Bruges, les défenseurs Stanley Nsoki (France/Congo-B) et Clinton Mata (Angola) étaient titulaires, tout comme le milieu offensif Kamal Sowah (Ghana).

Paris Saint-Germain (France) – Manchester City (Angleterre) 2-0

Le Sénégalais Idrissa Gueye a livré un match énorme face à Manchester City, ouvrant le score pour le PSG d'une frappe puissante. Le milieu de terrain aurait même dû voir Kevin De Bruyne exclu après que le Belge lui ait infligé une grosse semelle. Dans son couloir, le Marocain Achraf Hakimi a livré une prestation solide. En revanche, l'Algérien Riyad Mahrez a traversé une rencontre sans réussite avec Manchester City.

GROUPE B

FC Porto (Portugal) – Liverpool (Angleterre) 1-5

Mohamed Salah a mis ses 30e et 31e buts en Ligue des champions, en profitant d'un ballon mal repoussé par le portier des Dragons, Diogo Costa, puis en l'ajustant d'un tir croisé. Le Sénégalais Sadio Mané n'a pas été en reste, même s'il n'a pas eu beaucoup d'efforts à four-

nir pour profiter d'un centre au deuxième plateau. Quant au Camerounais Joël Matip, il a finalement eu un match plutôt tranquille en défense avec Liverpool.

AC Milan (Italie) – Atletico de Madrid (Espagne) 1-2

L'affaire semblait bien partie pour l'AC Milan grâce à l'ouverture du score signée de l'attaquant portugais d'origine angolaise Rafael Leao (qui a aussi gratifié le public d'un retourné acrobatique sublime). Mais la suite de la rencontre a dégénéré pour le milieu de terrain algérien Ismael Bennacer, le défenseur franco-congolais Pierre Kalulu – entré en jeu tout comme le Sénégalais Fodé Ballo-Touré – et surtout l'Ivoirien Franck Kessié. Ce dernier a été exclu dès la 29e minute, laissant ses partenaires subir les assauts du Centrafricain Geoffrey Kondogbia et de ses partenaires Antoine Griezmann et Luis Suarez, buteurs en fin de partie.

GROUPE C

Ajax Amsterdam (Pays-Bas) – Besiktas

(Turquie) 2-0

Peu après avoir offert (en vain) le deuxième but sur un plateau à Dusan Tadic, Sébastien Haller s'est chargé à la place du Serbe de doubler la mise. L'Ivoirien a poussé au fond des filets un ballon venu de la droite. C'est son cinquième but en deux matches de C1, après son incroyable quadruplé lors de la première journée. L'avant-centre a ainsi donné du mal au défenseur congolais Fabrice Nsakala. Le Marocain Noussair Mazraoui était également titulaire, côté Ajax.

Borussia Dortmund (Allemagne) – Sporting Lisbonne (Portugal) 1-0

Le défenseur marocain Zouhair Feddal et l'attaquant cap-verdien Jovane Cabral (entré en jeu) n'ont pu épargner une courte défaite au Sporting.

GROUPE D

Chakhtior Donetsk (Ukraine) – Inter Milan (Italie) 0-0

Verra-t-on Lassina Traoré à la Coupe d'Afrique des nations 2021, en janvier prochain ? Le Burkinabè a été victime d'une horrible blessure en début de rencontre. Le Néerlandais Denzel Dumfries est retombé sur sa jambe droite, qui a vrillé.

Real Madrid (Espagne) – Sheriff Tiraspol (Moldavie) 1-2

Incroyable performance pour le Malien Adama Traoré et le Ghanéen Edmund Addo qui se sont offerts le scalp du grand Real, à Santiago-Bernabeu, qui plus est.

Source : RFI





♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre position professionnelle évoluera favorablement. Il sera trop tôt pour savoir combien de temps, il vous faudra attendre pour obtenir ce poste que vous convoitez. Vous recevrez des encouragements suffisamment forts pour vous faire patienter.

Un « top là » suffira à vous convaincre que l'affaire sera dans le sac. Au-delà de cette transaction, une connivence s'installera dès vos premiers échanges. Vous envisagerez de vous associer, mais vous voudrez que tout soit bien clair financièrement.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Des frustrations et des accrochages vous amèneront à remettre des choses en question quant à votre travail. Ne prenez pas de décisions hâtives et relativisez. Avec un peu de temps, vous verrez que ce n'était pas la peine de vous mettre dans un tel état.

Vos discussions porteront sur des sommes d'argent, des montants à obtenir ou à rembourser. Vous adresserez des demandes, remplirez des dossiers pour faire valoir vos droits. Vous imaginez ces démarches simples et rapides, elles seront compliquées.



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

C'est avec le sourire que vous allez au travail. La complicité revient avec vos collaborateurs. L'un d'eux peut vous apporter de l'assistance dans vos tâches. Vos activités vous font évoluer progressivement. Un nouveau contrat pourrait être en pourparlers.

L'argent est au cœur de vos préoccupations. Vous décidez de reprendre en main le contrôle de la situation. Une meilleure gestion s'amorce. Vous prenez de sages résolutions pour limiter les frais inutiles. Malgré cela, un coup de cœur peut arriver.



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Si vous recherchez un emploi, vous entrez dans la meilleure journée du mois en termes de contacts et de propositions ! D'ailleurs, une fois embauché, votre progression sera fulgurante. Vous rencontrerez les bonnes personnes au bon moment...

Question de philosophie, vous déciderez de payer comptant tous vos achats, quitte pour cela à restreindre le nombre de vos dépenses. Vous ne voudrez pas mettre le doigt dans l'engrenage du crédit... Votre objectif financier ? Zéro endettement...



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Vous prendrez les devants sans vous laisser manipuler par les personnes qui vous entoureront. Au contraire, vous mènerez votre barque avec brio et si certains admireront votre faculté à donner le meilleur de vous-même, d'autres vous jalouiseront.

Vous aurez la folie des grandeurs et elle se répercutera sur votre manière de gérer votre budget et d'effectuer vos achats. Attention à ne pas décoller de la réalité en vous offrant des objets magnifiques, mais qui ne serviront qu'à épater la galerie.



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Le poids des responsabilités et la charge de travail qui vous seront attribués pèseront sur vos épaules. Vous aurez beaucoup de mal à tenir la cadence imposée. Mais vous n'aurez pas le choix. La pression sera importante et on ne vous fera pas de cadeaux.

Avec l'entrée du Soleil dans votre secteur financier, vous pourriez constituer un dossier dans le but d'obtenir un prêt, une aide, une subvention. Certains d'entre vous consulteront un juriste pour récupérer un dû. Vous ne vous laisserez pas faire.



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous faites de nouvelles rencontres dans votre service. L'un de vos collègues peut vous apporter du réconfort malgré la fatigue de la journée. Grâce à son soutien, votre motivation repart. Mercure en Balance peut vous inciter à une formation commerciale.

Vénus dans votre signe complique beaucoup les économies. La vie vous tend des pièges. Vous cédez facilement aux dépenses suite à des invitations. Il faut vous attendre à des regrets sur des frais. Si vous faites du shopping, fixez impérativement une limite.



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre seule ambition professionnelle consistera à pouvoir agir comme bon vous semble ! Votre manque de constance et votre petit poil dans la main freineront votre avancement. Assis derrière votre bureau ou sur votre machine, vous ne ferez que bâiller...

Si vous êtes locataire, vous pourrez souscrire une demande d'aide financière personnalisée au logement, les fameux APL ! Avec la mise en place de nouveaux barèmes, vous apprendrez que l'importance de vos revenus vous empêchera d'en bénéficier.



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le climat pourrait se durcir dans votre travail. Vous pourriez être en butte à des critiques injustifiées, à des heurts avec un collègue ou à des accords remis en question. Dans votre intérêt, évitez de hausser le ton. Les choses finiront par se calmer.

Méfiez-vous des évaluations erronées ou des négligences dans vos paiements, sans parler des mauvais plans pouvant carrément tourner à l'arnaque. Malgré tout, vous aurez le soutien du Soleil. De bon conseil, il vous aidera à déjouer les pièges éventuels.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Ce sera une journée chargée, mais motivante qui vous attendra. Vous pourrez montrer de quoi vous serez capable. À fond derrière vous, Saturne poussera vos ambitions et boostera votre puissance professionnelle. Vous accepterez de relever un challenge.

Vous trouverez le temps long, à cause de ce retard. Lorsque tout redeviendra à la normale, vous vous garderez bien d'exprimer votre mécontentement ouvertement. Tout sourire, vous saurez profiter de contretemps pour demander des dommages et intérêts.



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Une étape importante arrive dans votre vie professionnelle. Elle concerne la prise d'autonomie. Vous désirez travailler en mettant en valeur vos compétences. La recherche d'un nouveau poste peut demander du temps. Un collègue chevronné peut vous aiguiller.

Gardez encore un fond de trésorerie. Le contexte est aux charges difficiles à éviter. L'argent part aussi vite qu'il entre. Vénus en Balance vous rend dépensier juste pour le plaisir. Des accessoires de mode et refaire la garde-robe, peuvent vous attirer.



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Vous ne compterez pas vos heures. En ce qui vous concerne, il faudra plutôt parler de jours..., tant votre charge de travail sera lourde. Contrairement à bon nombre de vos collègues, vous ne vous plaignez jamais. C'est votre petite satisfaction.

Sous la domination de Neptune, vous vous défendez d'être matérialiste. Effectivement, vous ne le serez pas aujourd'hui... Vous serez dépensier, futile et irresponsable ! Même pris la main dans le sac, vous serez capable de nier les faits.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23